

Tunisie : tous unis contre le terrorisme



« Il faut faire face, faire bloc, montrer de la solidarité et de la détermination. » Jean-Christophe Cambadélis a affirmé le soutien des socialistes avec les Tunisiens lors d'un rassemblement à l'ambassade de Tunisie, jeudi soir, suite à l'attentat qui a fait 21 morts et plus d'une quarantaine de blessés à Tunis. « Nous sommes tous concernés, il s'agit de vies humaines, broyées par la machine terroriste », a estimé François Hollande, avant de rappeler les « événements douloureux en France en janvier ». Pour Manuel Valls cette attaque terroriste « illustre cruellement les menaces auxquelles nous sommes tous confrontés en Europe, en Méditerranée, dans le monde ». « La France et la Tunisie, avec le soutien de l'Union européenne, agissent ensemble pour lutter contre le terrorisme », a-t-il précisé. Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve doit rencontrer son homologue tunisien vendredi 20 mars pour discuter du renforcement de la coopération entre nos pays dans la lutte contre le terrorisme.

AG
EN
DA

22 mars 2015

1^{er} tour
des élections
départementales

29 mars 2015

2^e tour
des élections
départementales

Economie : des signaux encourageants



Directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE, l'économiste Mathieu Plane détaille les prémices d'une possible reprise de la croissance.

Quels sont les indicateurs qui laissent entrevoir une embellie économique ?

Plusieurs indicateurs conjoncturels montrent une amélioration de l'activité : la production industrielle rebondit depuis la fin de l'année 2014, la consommation des ménages en biens s'accroît sur les deux derniers mois, la confiance des ménages mesurée par l'Insee s'améliore en février, le nombre de chômeurs de catégorie A a reculé en janvier et l'emploi en intérim semble repartir. Ces signaux montrent un frémissement de notre économie, ce qui est en ligne avec le fait que la chute des prix du pétrole et la nette dépréciation de l'euro vont progressivement produire leurs effets positifs sur l'activité, avec une accélération de la croissance sur l'année 2015.

Peut-on mesurer l'impact des mesures de soutien aux entreprises dans l'amélioration de la conjoncture ?

La montée en puissance du CICE et du pacte de compétitivité représente près de 17 milliards d'euros de transfert aux entreprises en 2015, contre 6,5 milliards en 2014 ! Cet impact conjugué à la forte baisse de l'euro va doper nos exportations même si le financement de ces dispositifs, notamment par la forte réduction des dépenses publiques, constitue un frein à la reprise. Et, selon l'Insee, les chefs d'entreprises font encore preuve d'une extrême prudence.

Quels effets a la baisse du taux de change de l'euro ?

La politique monétaire mise en place par Mario Draghi (baisse des taux de la BCE) a un impact considérable sur le taux de change de l'euro. À l'été 2014, l'euro était encore supérieur à 1,35 dollar. Aujourd'hui, il est autour de 1,05 dollar. Cette baisse du taux de change a un effet levier très fort sur les exportations des entreprises de la zone euro qui gagnent en compétitivité en dehors de la zone euro, ce qui crée un surcroît d'activité pour les pays membres avec une répercussion positive également sur le commerce intra-zone.

Toutefois les bénéfices ne sont pas immédiats. Dans un premier temps, on peut ressentir des effets négatifs avec la hausse du prix des importations. Mais à plus long terme, cela entraîne une modification des comportements, des entreprises et des consommateurs, qui finiront par privilégier les produits fabriqués dans la zone euro qui afficheront des prix plus compétitifs. Pour que l'effet « volume », qui passe par la hausse des commandes, soit plus important que l'effet prix, il faut un certain délai, de six à neuf mois. On peut donc attendre un effet très positif de la baisse de l'euro sur la croissance au cours de l'année 2015 et en 2016.

Peut-on espérer une embellie durable ?

La politique monétaire non conventionnelle de la BCE conjuguée à des taux d'intérêts très bas réduit les coûts de financement pour les entreprises et les ménages, fait baisser les charges d'intérêt de la dette, y compris celle de l'État, et stimule l'activité et la consommation. Le contexte conjoncturel n'a jamais été aussi bon depuis le début de la crise en 2008.

Si les leviers comme la politique monétaire, le prix du pétrole, le taux de change de l'euro, restent à ce niveau, on va atteindre un rythme de croissance suffisant pour une inversion de la courbe du chômage, soit 0,5 - 0,6% de croissance par trimestre. Mais attention, cela implique aussi que la zone euro n'affronte pas une nouvelle crise, que les anticipations d'inflation ne décrochent pas, ou que, suite aux recommandations de Bruxelles, la France n'augmente pas fortement le montant des économies prévues pour 2016.

Que peut-il se passer si l'UE demande de nouveaux ajustements budgétaires à la France ?

Selon la Commission, il manque 4 milliards d'euros pour que la France respecte les traités en 2015 et François Hollande a déclaré qu'il faudrait donc faire ces nouvelles économies. Va-t-il y avoir une loi de finances rectificatives en 2015 ? La loi de finances pour 2015 prévoit un ajustement budgétaire structurel de 0,3 point de PIB pour 2016. Or, la commission recommande 0,8 point, soit 11 milliards d'euros d'économies en plus des 15 milliards d'euros prévus ! Avec une consolidation budgétaire de 0,3 point de PIB, on mène une politique budgétaire restrictive mesurée en 2016. Étant donné le contexte économique actuel, on peut alors s'attendre à une croissance supérieure à 2 % pour 2016, avec une baisse du chômage et une réduction des déficits. Mais si l'on suit les recommandations de la commission, on risque de casser la reprise. Elle le reconnaît implicitement puisque son scénario prévoit une croissance de 0,7 % en 2016, avec pour conséquence une hausse du chômage.

Que peut-on attendre du « plan Juncker », le programme d'investissements de la commission européenne ?

L'investissement en Europe est près de 20 % en-dessous de son niveau avant crise, soit près de 400 milliards d'euros de moins qu'en 2007. On a accumulé dans la zone euro un retard d'investissement gigantesque qui aura des effets négatifs sur notre croissance de long terme. L'annonce du plan Juncker démontre une prise de conscience de cette situation catastrophique. Mais les fonds levés sont très faibles. L'ambition politique du plan Juncker est intéressante mais la réalité économique risque de décevoir. Pourquoi ne pas aller plus loin, et faire évoluer les règles budgétaires en décidant que les sommes que les États investissent dans certains projets validés par la Commission soit retirées des déficits structurels ? Il faut des projets d'investissement public si on veut une reprise durable et améliorer notre croissance de long terme et cela est d'autant plus intéressant dans un contexte de taux historiquement faibles.

Benjamin Netanyahu isole Israël

Les élections pour la 20^e Knesset laissent un goût amer, même si le résultat n'est pas une surprise. La victoire du Likoud n'était pas inéluctable, même si dans le pays, la domination des idées conservatrices, du libéralisme économique et l'obsession sécuritaire sont sans partage. Obsession car Netanyahu a toujours négligé les questions économiques et sociales en croyant qu'il ne fallait parler aux Israéliens que des menaces extérieures qui pèsent sur eux. En attendant, les inégalités se sont accrues, les salaires sont bas, la vie est chère et beaucoup de pans de l'économie sont aux mains de quelques familles qui concentrent beaucoup de pouvoir.

On a vu cette domination idéologique de la droite dans la brutalité des arguments. Netanyahu a réussi à faire que dans une bonne partie de l'opinion publique le mot « gauche » ait une connotation péjorative, accusant ses opposants d'être « financés par l'Amérique »... Le jour même du vote, pris de panique, il s'est même exprimé pour indiquer que « voter pour la gauche c'était voter pour les Arabes » ce qui a ramené au Likoud les voix de l'extrême droite !

Sur le plan diplomatique, Netanyahu aura même réussi à brouiller son pays avec les États-Unis. C'est ce carcan que la gauche israélienne voulait briser. Après que Shelly Yachimovitch ait tenté de réconcilier les travaillistes avec le mouvement social, Itzhak Herzog allié à Tzipi Livni pour former l'Union sioniste, qui devait représenter l'alternative de centre gauche à la droite dure. La dyna-

mique a été de leur côté durant la campagne. Les travaillistes et le Meretz ont, à eux deux, couvert les sujets essentiels : la justice sociale, les chemins de la paix avec les Palestiniens, même si la lucidité poussait à ne rien promettre car il y a autant d'Israéliens qui sont pour un État palestinien que d'Israéliens qui ne croient pas que cela puisse se produire.

ET MAINTENANT ?

Le Meretz qui a failli disparaître se maintient, pâtissant du succès historique de la liste unie des partis arabes qui est désormais la troisième force du pays. Les partis centristes qui, ces dernières années, profitaient du déclin

notamment des travaillistes, déclinent eux-mêmes alors que les petites formations ultra demeurent les alliés affaiblis, mais présents, du Likoud.

Pour la première fois depuis 1992, les travaillistes redeviennent une force politique incontournable, mais ils n'ont pu franchir un cap pas si éloigné. Toutefois, ils peuvent construire une alternative solide face à Netanyahu définitivement plombé par ses déclarations violentes et ses revirements – le plus spectaculaire étant le reniement de son discours de Bar Ilan dans lequel il avait, en 2009, accepté le principe d'un État palestinien.

L'enjeu maintenant est la formation de la coalition et la constitution d'un gouvernement durable...



Pour la première fois depuis les années 90, une délégation du PS, conduite par Jean-Marc Germain et composée de Sandrine Mazetier, David Assouline et Henri Weber, était présente dans les derniers jours dans le but de renforcer des liens avec la gauche israélienne.

Au cours de la mission, la délégation a rencontré notamment Shimon Peres, Itzhak Herzog, Tzipi Livni, mais aussi le maire de Tel Aviv, Elizabeth Garrault élue socialiste et les anciens ambassadeurs Dany Shek et Nissim Zvili animateurs avec Pierre Besnainou d'une campagne active des travaillistes en direction des francophones, ainsi que Colette Avital, Tamar Zamberg, Darío Teitelbaum et Uri Weber du Meretz

Marcel Gauchet aux entretiens de Solférino

Henri Weber et Alain Bergounioux ont reçu le philosophe et historien Marcel Gaucher lors des Entretiens de Solférino, le 19 mars dernier, pour débattre de la « Crise de la République ». Selon le philosophe, les démocraties occidentales ont connu une première grande crise au début du XX^e siècle, qui a atteint son paroxysme avec la montée des totalitarismes dans les années 30 ; et une deuxième depuis les années 80. La démocratie s'est instaurée à travers les crises qu'ont connues les sociétés auparavant structurées par la religion.

La crise de la démocratie en France est liée à son histoire politique. La gauche

est une famille de pensée qui propose une explication de la société. C'est la compréhension des mouvements de la société qui permet de l'orienter et qui fonde la justice. Or, la gauche n'a plus la main sur l'explication du cours de nos sociétés, depuis que le marxisme a cessé d'être son marqueur idéologique. C'est une explication essentielle de la crise que traverse la gauche qui a vocation à maîtriser le cours de l'histoire pour rendre les sociétés plus justes.

L'idée de la République est profondément brouillée au XXI^e siècle, comme le montrent tragiquement les attentats de janvier. La conception républicaine fran-

çaise s'est construite sur la disparition de la monarchie mais aussi la concentration du pouvoir, dont l'anonymat doit permettre la pure représentation. C'est la res publica, la chose commune qui doit primer, à la différence des États-Unis, dont la République disperse le pouvoir dans le fédéralisme et la multiplicité des contre-pouvoirs. La laïcité telle que nous la concevons est elle aussi relativement unique au monde : seule une République pleinement constituée par la séparation du politique et du religieux permet la liberté de tous. La République n'a pas dit son dernier mot, mais il faut repenser son évolution dans nos démocraties contemporaines.

PS



**Plus
proche
de
VOUS**

**ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES
22 et 29 MARS 2015**

LA GAUCHE QUI PROTÈGE

ET AGIT DANS NOS DÉPARTEMENTS

parti-socialiste.fr